

Les deux icebergs de Bali

Aujourd'hui (le 12 novembre 2013) était le jour où le directeur général de l'OMC, M. Roberto Azevêdo, était censé évaluer si l'ensemble de Bali est réalisable ou non. Cependant, après avoir rencontré les délégations clés dans le Salon vert lundi et s'être réuni plus tard avec son équipe, composée des présidents du Conseil général de l'OMC et des groupes de négociation, ainsi que de ses quatre directeurs généraux adjoints, M. Azevêdo a déclaré à l'ensemble des membres, lors d'une réunion informelle du Comité des négociations commerciales qui s'est tenue ce matin, qu'il n'était pas en mesure de formuler une idée nette au sujet de l'ensemble de Bali, principalement parce que les membres sont trop près de s'entendre sur un ensemble d'enjeux qui pourraient être ratifiés lors de la 9^e Conférence ministérielle à Bali.

« [TRADUCTION] J'espérais sincèrement qu'aujourd'hui, je serais en mesure de vous dire que, bien que certaines difficultés nous attendent encore, nous sommes en assez bonne posture. Il faudrait verser encore un peu de sang, mais le gladiateur ne périrait pas dans cette arène. J'espérais pouvoir vous dire aujourd'hui qu'il survivrait pour continuer le combat. Mais je ne pense pas que je puisse le faire. Je pense que le risque d'un échec est toujours présent, particulièrement dans certains secteurs que j'ai évoqués », a-t-il déclaré à l'ensemble des membres, ajoutant qu'il n'était pas en mesure de suggérer que des membres baissent les bras en raison de divergences irréconciliables sur les questions qui sont en jeu, « car, malgré les icebergs qui se dressent sur notre route, je pense que ce navire pourrait encore arriver à bon port ».

Les icebergs en question sont les enjeux ayant trait à l'administration des CT et à la concurrence à l'exportation. Pour ce qui est de l'administration des CT, la Chine et les États-Unis continuent d'être en désaccord sur la question de savoir si la disposition devrait s'appliquer aux économies émergentes, tandis que sur le plan de la concurrence à l'exportation, les pays développés, parmi lesquels l'UE, les États-Unis, la Norvège et la Suisse, ne sont pas disposés à s'engager à réduire leurs subventions de 50 %, comme l'a proposé le G-20. Des sources proches des négociations signalent que certains pays d'Amérique latine, parmi lesquels l'Argentine, l'Équateur, la Bolivie et le Venezuela, ont adopté une position intransigeante, allant jusqu'à affirmer qu'ils n'emmèneraient pas chez eux un quelconque accord sur l'ensemble de Bali s'il ne comprenait pas un engagement des pays développés à l'égard de la concurrence à l'exportation.

Cependant, si ce n'est de ces deux montagnes de glace qui se dressent sur la route de Bali, il y avait des raisons de se réjouir, car les membres ont été récompensés du dur travail qu'ils ont abattu au cours des quelques dernières semaines. En effet, comme l'a si bien fait observer un fonctionnaire, les négociateurs sont passés de presque rien dans certains secteurs difficiles des pourparlers sur la facilitation des échanges (FE) à un accord sur l'un des enjeux les plus critiques de la proposition, en l'occurrence la coopération douanière, qui traite du type d'information qui peut-être demandé aux autorités douanières d'un pays au sujet d'une déclaration suspecte.

On a également enregistré certains progrès au sujet de la section I du texte de la FE traitant des aspects techniques de la facilitation des échanges, mais il reste quelques nœuds gordiens à démêler, a déclaré M. Azevêdo. « [TRADUCTION] Cependant, des réunions en plus petits groupes donnent à penser que nous avons des solutions à l'horizon dans la plupart des secteurs », d'ajouter le diplomate brésilien.

S'agissant de la section II, qui traite du lien entre la section I et l'aide financière que recevraient les pays en développement des bailleurs de fonds après s'être engagés à respecter les dispositions exécutoires, M. Azevêdo a expliqué que les membres s'entendent sur les concepts, mais ont du mal à convertir ces concepts en texte. Un fonctionnaire de l'OMC a décrit la section comme étant acceptée à 97 %.

D'autres secteurs dans lesquels on a réalisé des progrès comprennent la clause de paix pour la sécurité alimentaire, pour laquelle il reste essentiellement deux questions à débattre, soit la durée de la clause – à savoir si elle durerait deux ans ou jusqu'à ce qu'on soit parvenu à un accord complet sur le Programme de Doha pour le développement – et deuxièmement, le type de sauvegardes devant être mise en place pour éviter des débordements qui résulteraient de ce que les excédents des programmes de sécurité alimentaire des pays soient déversés sur le marché international. À propos de ces deux enjeux, M. Azevêdo a déclaré que les promoteurs, soit l'Inde et les États-Unis, se sont engagés « avec un souhait sincère de trouver une solution ».

Pour ce qui est du troisième pilier de l'ensemble de Bali, les membres ont fait preuve d'un certain « degré de flexibilité » à l'égard de la proposition pour le coton déposée tardivement dans le cadre du processus par les pays du C-4 (Bénin, Tchad, Burkina Faso et Mali). C'était la même histoire pour l'accès en franchise de droits et sans contingent pour les exportations des pays les moins avancés (PMA), pour lequel la voie se dégage.

« [TRADUCTION] Nous n'y sommes pas encore, mais nous y sommes presque », a affirmé M. Azevêdo.

Dans l'ensemble, on pourrait dire que le tableau de Bali est bien plus réjouissant qu'il ne l'était il y a quelques semaines. Les délégués semblent s'être véritablement engagés et ont demandé que l'on continue. « [TRADUCTION] Nous sommes trop près de la réussite pour accepter l'échec », a lancé le directeur général. Quant au programme de travail après Bali, M. Azevêdo a dit que les membres doivent laisser du temps avant Bali pour envisager ce qui se passera après Bali.

« [TRADUCTION] Cette conversation pourra se tenir dès que nous conclurons les négociations sur l'ensemble, mais pas avant. Nous ne pourrions deviner la forme que pourrait prendre un cadre après Bali que lorsque nous saurons quel scénario nous suivrons ».

Les membres continueront de travailler quelques jours de plus afin de démêler les nœuds qui restent avant le 21 novembre, moment auquel ils devront envoyer tous les documents afférents à Bali aux capitales pour les faire approuver.

« [TRADUCTION] Vous avez le sentiment, et je suis d'accord avec vous, que c'est à portée de main », a déclaré M. Azevêdo en conclusion.

Prochains événements

- Consultations intensives sur l'ensemble de Bali, 12-21 novembre 2013
- Conseil général, 22 novembre 2013 (provisoire)
- Négociateurs principaux et experts clés, 19-24 novembre 2013, Salt Lake City
- 9e Conférence ministérielle (CM9) de l'OMC, 3-6 décembre 2013, Bali
- Conférence ministérielle du PTP, 7-9 décembre 2013, Singapour

Genève en bref est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.

Pour obtenir de plus amples renseignements ou formuler des observations, veuillez visiter :

www.producteurslaitiers.ca, www.poulet.ca, www.lesoeufs.ca, www.leseleveursdedindonducanada.ca, www.chep-poic.ca/.

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Canada, ISSN 1496-9254



Dairy Farmers
of Canada
Les Producteurs laitiers
du Canada



Chicken Farmers
of Canada
Les Producteurs de
poulet du Canada



EGG FARMERS
OF CANADA
Dedicated to Quality



LES PRODUCTEURS
D'ŒUFS DU CANADA
Dédiés à la qualité



TURKEY FARMERS
OF CANADA
LES ÉLEVEURS DE DINDON
DU CANADA

Canadian
Hatching Egg
Producers



Les Producteurs
d'œufs d'incubation
du Canada